

**Un continent comme arrière-cour, un pays
comme cimetièrre, une pensèe unique comme
programme de gouvernement, et une petite, très
petite, minuscule, rébellion**

300 . Deuxième partie



**Suite de la participation de la Commission *Sexta* de
l'EZLN à la rencontre des réseaux de soutien au Conseil
Indigène de Gouvernement et à sa porte-parole.**

Août 2018.

Du monde, nous descendons vers le continent.

Si on regarde vers le haut...

On voit les exemples de l'Équateur, du Brésil et de l'Argentine, où non seulement on déplace des gouvernements supposés progressistes, mais aussi où on les poursuit en justice et met à leur place des gouvernements formés en bons contremaîtres, en contremaîtres obéissant au capital (même si, soyons justes, ils sont encore assez maladroits dans leur cynisme) pour la nouvelle restructuration de la *finca* mondiale ; il s'agit de Temer au Brésil, Macri en Argentine et, en Équateur, celui qui était un bon parce qu'il a été mis par le récemment accusé Correa (celui de la « révolution citoyenne » — « de gauche », l'argument de vente de l'intelligentsia progressiste) et maintenant il s'avère qu'il est de droite, Lenin Moreno — paradoxalement il s'appelle Lénine.

Sous la vigilance de l'État qui s'est converti en policier de la région, la Colombie, et d'où ils menacent, déstabilisent et planifient des provocations qui justifient les invasions des « forces de paix », partout en Amérique du Sud on en revient aux temps brutaux de la colonie, maintenant avec le « nouvel » *extractivisme*, qui n'est que le pillage ancestral des ressources naturelles, classifiées comme « matières premières », et qui est avalisé par les gouvernements progressistes de la région et promu comme un « extractivisme de gauche » — quelque chose comme un capitalisme de gauche ou une gauche capitaliste ou qui sait ce que ça veut dire —, mais on détruit et dépouille pareillement, sauf que c'est pour une « bonne cause » (?). Toute critique ou mouvement opposé à la destruction des territoires des peuples originaires est catalogué « promu par l'Empire », « inspiré par la droite » et autres équivalents à « c'est un complot de la mafia du Pouvoir ».

Bref, sur le continent, « l'arrière-cour arrière » du Capital s'étend jusqu'au Cap Horn.

Mais si on regarde en bas...

On voit des rébellions et des résistances, en premier lieu, des peuples originaires. Vouloir les nommer tous ne leur rendrait pas justice, car il y aurait toujours le risque d'en omettre quelques-uns. Mais leur identité se manifeste dans leur lutte. Là où la machine rencontre une résistance à

son avancée prédatrice, la rébellion revêt des couleurs nouvelles tellement elles sont anciennes et parle des langues « étranges ». Le pillage, également déguisé en mise en valeur de la terre, tente d'imposer sa logique mercantile à ceux qui appellent la terre la mère.

Ces résistances sont accompagnées par des groupes, des collectifs et des organisations qui, sans faire eux-mêmes partie des peuples originaires, partagent avec eux leurs efforts et leur destin, c'est-à-dire leur cœur. Ce qui les amène à subir calomnies, persécutions, emprisonnements et, souvent, la mort.

Pour la machine, les peuples originaires sont des choses, incapables de penser, de sentir et de décider ; il n'est donc pas étranger à sa logique automatisée de penser que ces groupes en réalité « dirigent », « utilisent » et « manipulent » ces « choses » (les peuples originaires) qui refusent d'adhérer à l'idée que tout est marchandise. Tout, y compris leur histoire, leur langue, leur culture.

Pour le système, le destin des indigènes est dans les musées, dans les spécialisations de l'anthropologie, dans les marchés d'artisanat et dans l'image de la main tendue attendant l'aumône. Il doit être désespérant, pour les théoriciens et les avocats de la machine, cet analphabétisme qui ne comprend pas les mots : « consommation », « profit », « progrès », « ordre », « modernité », « conformisme », « achat et vente », « reddition », « capitulation ». Ce qu'il faut pour alphabétiser ces réfractaires à la civilisation, ce sont les programmes d'aide qui divisent et confrontent, les barreaux des prisons, le plomb et la disparition. Et, bien sûr, il y a ceux qui se vendent et livrent les leurs au bourreau, mais il y a des communautés qui restent rebelles parce qu'elles savent qu'elles sont nées pour la vie, et que les promesses du « progrès » cachent la pire mort : celle de l'oubli.

Continuons avec l'Amérique centrale — où Shakespeare se répète au Nicaragua, et le couple Macbeth, Daniel et Rosario, se demande : « Qui aurait pu imaginer que le vieux (Sandino) avait tant de sang dans le corps ? » et tente en vain de s'essuyer les mains sur un drapeau rouge et noir —, qui commence à se transformer, d'un territoire oublié (après un pillage impitoyable), en un problème pour le grand capital car c'est un grand fournisseur et tremplin de migrants ; et c'est ce qui va conférer au Mexique, et en particulier au Sud-Est mexicain, un rôle de mur.

Et nous avons décidé d'inclure le Mexique dans l'Amérique centrale parce que son histoire le lie à l'Amérique latine et que, même sur les cartes du monde, l'Amérique centrale est le bras tendu de ceux qui sont frères dans la douleur et la colère.

Mais leur vocation étrangère conduit les différents gouvernements que ce pays a subi et subira et ses milieux politiques à admirer, imiter, servir et chercher « l'annexion des peuples de notre Amérique au Nord troublé et brutal qui les méprise » (José Martí, « Lettre à Manuel Mercado », 18 mai 1895).

Quand Donald Trump dit qu'il veut construire son mur, tout le monde pense au rio Bravo, mais le capital pense au rio Suchiate, à l'Usumancita et au rio Hondo. En réalité le mur se trouvera au Mexique pour arrêter ceux qui viennent d'Amérique centrale et cela peut aider à comprendre pourquoi Donald Trump, le 1er juillet, a salué *Juanito Trump*, qui venait de remporter les élections du Mexique.

Ce qui donne son sens à un mur, c'est qu'il s'oppose à « quelque chose ». Tous les murs sont dressés contre ce « quelque chose », qu'il soit appelé zombies, extraterrestres, délinquants, sans-papiers, migrants, *indocumentados*, illégaux, clandestins, étrangers. Les murs ne sont qu'une variante de la porte et des fenêtres fermées d'une maison, qui se protège ainsi de l'étranger, de l'étrange, de l'*Alien* qui, dans sa différence porte la promesse de l'apocalypse finale. L'une des racines du mot « ethnicité » renvoie à la notion de « gens étrangers ».

Dans les plans de capital, le mur contre l'Amérique latine aura la forme de l'impossible corne d'abondance et s'appellera « le Mexique ».

Dans la région du Sud-Est, nous l'avons dit, la première étape du mur Trump est en construction. Le bureau « national » d'immigration continuera à agir en subordonné de la *Border Patrol* ; et le Guatemala et le Belize sont la dernière étape avant d'arriver à la douane nord-américaine. Cela fait du Sud-Est mexicain l'une des priorités de conquête et d'administration.

Ainsi, dans les nouveaux plans « géopolitiques », on propose de créer un « tampon », un « amortisseur », un filtre qui réduise radicalement les migrations. Ainsi on propose un placebo pour dissiper le cauchemar du capital : une horde de zombies (c'est-à-dire de migrants) au pied de ses

murs, menaçant son style de vie et « gravant » sur la surface indifférente de fer et de béton un graffiti qui signale :

« *Ton bien-être est construit sur mon malheur.* »



Dans ce pays, également appelé « République mexicaine », les dernières élections fédérales ont réussi à cacher la réalité... pendant un instant : la crise économique, la décomposition sociale (avec sa longue liste de *féminicides*) et la consolidation (malgré les prétendus « coups mortels » portés au narco) des États parallèles (ou imbriqués dans les États nationaux) de ce qui est appelé « le crime organisé ». Pendant un bref moment, les meurtres, enlèvements et disparitions de femmes de tous âges ont été relégués au second plan. Ainsi que la cherté de la vie et le chômage. Mais, à mesure que l'enthousiasme pour le résultat des élections s'estompe, la réalité dit une fois de plus : « Me voici, il manque mon vote... et ma faux. »

De l'horreur qui a fait du Mexique un cimetière dans les limbes, le non-lieu des disparitions, nous ne parlerons pas beaucoup. Il suffit d'écouter les médias pour en avoir une vague idée. Mais on peut en trouver une description, une analyse et une évaluation plus approfondies dans les participations de Jacobo Dayán, Mónica Meltis, Irene Tello Arista, Daniela Rea, Marcela Turati, Ximena Antillón, Mariana Mora, Edith Escareño, Mauricio González González et John Gibler, dans le séminaire du mois d'avril dernier, « Regards, écoutes, paroles ; interdit de penser ? », au Cideci de San Cristóbal de Las Casas, au Chiapas, et dans leurs écrits, chroniques, reportages et tribunes. Et pourtant, lire ou entendre parler de l'horreur quotidienne est très différent de la vivre jour après jour.

Le grand capital ne se soucie pas des disparitions, des enlèvements et des *féminicides*. Ce qui le préoccupe, c'est *sa* sécurité et celle de *ses* programmes. La corruption qui le dérange est celle qui réduit son profit. C'est pourquoi on lui propose : « Je vais faire un bon contremaître, avec moi la plèbe sera tranquille et contente, tu auras de nouveau la sécurité que les gouvernements précédents n'ont pas su t'assurer, tu vas pouvoir prendre ce que tu veux prendre, et je ne vais rien te voler. »

Une chose continue de gêner le système, c'est l'État national, et il lui assignera de plus en plus la seule fonction pour laquelle naît tout État, à savoir assurer par la force la relation entre dominateurs et dominés.

Les plans de développement des nouveaux gouvernements partout dans le monde ne sont que des déclarations de guerre particulières dans les territoires où ces plans de développement vont s'appliquer.

En termes crus, on dirait qu'on se propose de construire des friches et des déserts, et en même temps on construit déjà l'alibi pour esquiver la responsabilité de cette destruction : « Nous vous avons anéantis, mais c'était pour le bien de tous. »



Je me suis trompé. Nous avions prévu qu'il allait y avoir une fraude électorale (et il y en a eu une, mais dans un autre sens). Nous avions prévu que López Obrador allait gagner, mais que le système allait escamoter son triomphe par la triche. Et nous avons réfléchi aux options du système après cette fraude. Selon notre analyse le scandale ne leur faisait pas peur parce qu'ils avaient déjà enduré le scandale de la Maison Blanche, d'Ayotzinapa, de *la Estafa Maestra* (la Parfaite Arnaque), les affaires de corruption des gouvernements des régions, alors au cas où la fraude aurait fait scandale, Peña Nieto n'en avait rien à faire. Nous pensions que le dilemme du système était de choisir entre Meade et Anaya, choisir celui qui était le plus à droite, le plus efficace pour ses plans, lequel des deux serait le meilleur contremaître.

La possibilité d'une résistance soutenue et radicale du candidat qui allait être évincé étaient minimales, rien de dangereux pour le système n'allait donc se produire, mais il allait y avoir des protestations. C'est l'excuse que je vous présente, parce que c'est en pensant à ça que nous avons retardé la convocation des réseaux, parce que nous pensions qu'il y aurait des protestations, des blocages et tout ça, et que si nous les invitions, peut-être qu'ils allaient être coincés quelque part ; pour cette raison, l'appel vous est arrivé tard, excusez.

Nous, zapatistes, nous nous préparons toujours au pire. Si ça arrive, on y était prêts. Si ce n'est pas le cas, nous y étions aussi prêts.

Nous pensons donc maintenant, d'après ce que nous voyons, que nous ne nous sommes pas trompés, qu'en effet le système a choisi, parmi les quatre candidats, celui qui se propose comme le plus efficace, M. López Obrador. Et les preuves d'amour que M. López Obrador a données, ou que ce monsieur donne, au grand capital, c'est-à-dire au *finquero*, sont entre autres la reddition des territoires des peuples originaires. Ses projets pour le Sud-Est, pour n'en citer que quelques-uns, pour l'Isthme, pour les États du Chiapas, du Tabasco, du Yucatán et de Campeche, sont en réalité des projets de dépossession.

Et ce qui préoccupe surtout un gouvernement sortant, c'est l'impunité, pas ses taux de popularité. Alors le « vote » gouvernemental devait aller à ceux qui garantissent qu'ils ne seront pas poursuivis en justice. Que l'exil ou la prison ne soient pas le recours toujours nécessaire pour légitimer la nouvelle administration. Le nouveau contremaître devait promettre (et prouver) qu'il ne criminaliserait pas le contremaître précédant.

Mais ne croyez pas que le nouveau gouvernement va être comme n'importe quel autre contremaître, avec lui vient la « nouvelle » pensée unique.

Il y a une espèce de nouvelle religion en gestation. On dirait que la religion du marché, qui apparaît partout où les gouvernements de droite s'emparent du pouvoir, ne suffit plus, qu'une sorte de nouvelle morale s'impose avec l'argument quantitatif et attaque le travail scientifique, l'art et la lutte sociale.

Il n'y a plus de luttes pour une revendication, ce qu'il y a, ce sont de bonnes luttes et de mauvaises luttes. En termes plus clairs : il y a les bonnes luttes et il y a les luttes qui servent la mafia du pouvoir, le « bon » art et celui qui sert la mafia du pouvoir, le travail scientifique « correct » et celui qui sert la mafia du pouvoir. Tout ce qui n'est pas guidé par la nouvelle pensée unique qui est en cours de définition fait partie de l'ennemi. Et la foi, ou plutôt la nouvelle foi qui est en train de naître, a besoin d'un individu exceptionnel, d'une part, et de masses qui le suivent.

C'est arrivé au cours d'autres épisodes de l'histoire mondiale, et maintenant ça va commencer à arriver ici. Ce qui fait qu'au lieu de répondre avec des arguments aux critiques et objections que vous faites,

ou que nous faisons, on dit, par exemple, que nous sommes grossiers ou que nous sommes envieux.

Nous ne doutons pas qu'il y ait des gens qui, honnêtement, ont pensé que le changement promis, en plus de ne pas coûter cher (il suffisait de cocher un bulletin de vote), mènerait à un changement réel, « véritable ». Ça doit faire enrager que dans le panorama d'en haut on retrouve les noms des criminels d'avant, même s'ils ont changé de couleur pour adopter le rouge cerise¹.

Mais la vocation de droite de la nouvelle équipe gouvernementale est indéniable. Et son entourage « intellectuel » et social revendique sans rougir sa tendance autoritaire. Le scénario que nous avons décrit il y a treize ans, en 2005, est suivi à la lettre. Celui qui a été mauvais dans la défaite est mauvais dans la victoire. Dire que le prochain gouvernement est de gauche ou progressiste n'est qu'une calomnie. Alors nous utilisons la métaphore de l'œuf du serpent. Il y a un film d'Ingmar Bergman qui s'appelle comme ça, et il y a une scène où un médecin (qui, soit dit en passant, a été joué par l'acteur de *Kung Fu* David Carradine) explique que ce qui se passe à l'époque en Allemagne — qui va devenir fasciste — peut se comparer à un œuf de serpent, si on le regarde à contre-jour, on voit ce qu'il y a dedans, et on y voyait alors ce qui se passe actuellement.

Vous savez que tous les efforts du *Movimiento de Regeneración Nacional*, de López Obrador et de son équipe, depuis le 1er juillet, sont de se mettre bien avec la classe dominante et le grand capital. Il n'y a aucun indice (personne ne peut dire qu'il a été trompé), aucune indication qu'il s'agit d'un gouvernement progressiste, aucune. Ses principaux projets vont détruire les territoires des peuples originaires : le million d'hectares de la Lacandona, le Train Maya, ou le corridor de l'Isthme qu'il veut faire, entre autres. Sa franche empathie avec le gouvernement de Donald Trump est déjà une confession publique. Sa « lune de miel » avec des hommes d'affaires et le grand capital transparaît dans les principaux membres de son cabinet et dans ses plans pour la « Quatrième Transformation »².

1 - Le « rouge cerise » est la couleur du *Movimiento Regeneración Nacional*, *Morena*, le parti de López Obrador (NdT).

2 - Pour López Obrador, après la première transformation (*l'Indépendance*), la seconde (*la Réforme de Juárez et la séparation de l'Église et de l'État*) et la troisième (*la Révolution de 1910*), le changement de pouvoir actuel inaugure la quatrième grande

Il est clair, nous croyons, que l'approbation du Pouvoir, de l'Argent, est plus qu'une reconnaissance du « triomphe » de López Obrador. Dans les rangs du grand capital, il y a un réel enthousiasme pour les opportunités de conquête qui s'ouvrent avec le programme du gouvernement *lopezobradoriste*.

Nous avons des faits concrets et beaucoup de rumeurs (qui ne peuvent être prouvées) sur ce qui s'est passé dans le récent processus électoral. Nous ne les rendons pas publics parce qu'on pourrait en déduire qu'il y a eu fraude, et rien n'est plus éloigné de nos intentions que de tenter de gâter l'euphorie qui gagne les « 30 millions ».

Mais ce que personne ne veut souligner, c'est qu'il y avait une sorte d'« effet d'annonce », tout comme cela s'était produit lors des élections précédentes, celles de Calderón et de Peña Nieto. En d'autres termes, ce ne sont pas les « institutions » qui ont dit qui avait gagné, mais les médias. Alors que le Programme de résultats électoraux préliminaires (PREP) commençait à peine, Televisa et TV Azteca disaient déjà qui était le vainqueur ; quelques minutes après, avec moins de un pour cent des votes comptabilisés, vint la reconnaissance de Meade, Anaya et la Calderona. Quelques heures plus tard, le « camarade » Trump se félicite et, à l'aube du lendemain, Carlos Salinas de Gortari (qu'on a cessé d'appeler *l'innommable*) se joint aux félicitations. Sans qu'on connaisse les résultats officiels, commence le baisemain que le PRI a institué en patrimoine national. Et l'Institut national électoral ? Eh bien, il remplit la fonction pour laquelle il a été créé : être le faire-valoir de la « démocratie électoral ». Les « institutions » responsables du scrutin se sont limitées à suivre l'avalanche médiatique.

Les intellectuels progressistes qui, au cas où il ne se serait pas agi de leur leader, auraient dénoncé ce qui s'est passé comme un « coup d'État médiatique », souscrivent maintenant sans rougir au « d'une façon ou d'une autre » : « on a gagné, peu importe comment ». Le fait est que tout semble indiquer que le résultat a été négocié et accepté en dehors des bureaux de vote et du calendrier électoral. Mais rien de tout cela n'a plus d'importance, le grand électeur a décrété : « *Habemus* Contremaître, les affaires continuent. »

Cette nouvelle pensée unique va remplacer l'argument de la raison par l'argument quantitatif : « 30 millions de gens ne peuvent se tromper », qui a été utilisé par le père, je ne me souviens plus comment il s'appelle, Solalinde ? Celui-là même (désolé, je ne le prononce jamais bien et le SubMoy me corrige toujours), et qu'on utilise sans cesse : « Pourquoi vous opposez-vous à 30 millions ? Vous êtes à peine 300 personnes et en plus sales, laides, méchantes et grossières. » Enfin, ils parlent de vous (les réseaux) ; moi, je suis juste grossier.

Avec cette nouvelle forme de foi (qui nous fait insister sur le fait qu'il manque le vote qui compte, le vote de réalité), on commence à faire prévaloir dans l'imaginaire collectif la raison de la quantité sur l'analyse et la raison argumentée.

Et l'histoire commence à se réécrire et devient la nouvelle Histoire officielle. Selon elle, tous les mouvements sociaux et politiques du passé visaient en fait à amener López Obrador à la présidence. Nous lisons maintenant que le mouvement de 68 n'a été que l'antécédent de la « fin des temps », cinquante ans plus tard. Nous lisons que Manuel Bartlett et des criminels du même type sont purifiés parce qu'ils sont du côté du vainqueur. Nous lisons qu'Alfonso Romo est un homme d'affaires « honnête » qui ne s'intéresse qu'au bien-être son prochain.

Nous avons lu que ceux qui hier étaient du PRI, du PAN, du PRD, du Parti vert écologiste, ou qui se sont formés comme militants dans le show-business, sont maintenant des leaders illustres de la « Quatrième Transformation ». Et nous lisons aussi que le soulèvement zapatiste de 1994 a été le prélude au soulèvement « citoyen » de 2018 ! Et le leader a déjà instruit que soient élaborées des théories sur son ascension au pouvoir. Il ne faudra pas longtemps pour que les historiens proches de lui modifient les manuels d'histoire.

Nous avertissons qu'une avalanche se prépare, un tsunami d'analyses frivoles et emberlificotées, de nouvelles religions laïques, de prophètes mineurs — très mineurs — parce qu'ils ont la plate-forme pour le faire. Il y aura plein de sornettes pour ceux qui veulent les avaler. Et puisque nous parlons de néo-religion, les roues du moulin seront démocratisées pour que tous puissent communier.

Apparaîtront de nouveaux *boy-scouts*, les éclaireurs prêts à faire le bien, mais en regardant bien à qui.

Les « représentants des citoyens » qui promeuvent la *citoyennisation* : ce que veulent les « autochtones » (j'te jure, c'est comme ça qu'ils disent), c'est être comme celui qui les dépouille. Être « égal », ne serait-ce que dans la fugace temporalité de l'urne, et « libre » lorsqu'il s'agit de signer la concession de la mine-hôtel-chemin de fer, le contrat d'« embauche », les versements échelonnés, le « ferme soutien à notre président », la sollicitude d'« aide gouvernementale ».

Il y aura un boom prévisible des services administratifs, mais, au lieu de ressources, on aura un dialogue. Et ça vaut la peine, même si ça ne paie pas. Parce que le modèle des « guichets » se décentralisera. Vous n'aurez plus besoin d'aller dans un bâtiment, de faire la queue et de vous rendre compte, après une longue attente, qu'il manque la copie rose. Maintenant, le guichet viendra chez vous : « Demandez, nous irons ; comme certificat vous recevrez une promesse. »

S'il y a quelqu'un qui n'a rien, il y a de fortes chances qu'il ait de l'espoir. Les nouveaux escrocs seront chargés d'administrer cet espoir, de doser leur encouragement et de le transformer en chimère qui reconforte mais ne résout rien.

On recyclera l'argument utilisé dans certains secteurs de la lutte sociale : il n'est pas possible de changer le système, ce qu'il faut faire, c'est l'administrer ou limer ses aspérités pour qu'elles ne fassent pas trop mal, autrement dit on peut vous transformer en bons contremaîtres, voire arriver à créer un bon capitalisme ; il est possible de changer le système de l'intérieur.

On devine déjà la silhouette à travers la coquille : on exige le renoncement à la raison et à la pensée critique ; l'exaltation du nationalisme fondé sur le « bon » autoritarisme ; la chasse à ce qui diffère ; la légitimité acquise à grands cris ; la néo-religion laïque ; l'unanimité imposée ; la capitulation de la critique ; la nouvelle devise nationale : « Interdit de penser ». Bref, l'hégémonie et l'homogénéité qui sont les piliers des fascismes qui ne s'avouent pas.



Ce qu'on met à notre disposition, est-ce que ce sont des concepts qui permettent de comprendre (et d'agir) ? Des termes tels que « citoyenneté », « jeunesse », « femmes », « progrès »,

« développement », « modernité », « démocratie électorale » comme synonyme de démocratie ?

Le terme « citoyen », comme concept pour comprendre ce qui se passe, ne sert à rien : Carlos Slim est « citoyen », tout comme le paysan dépouillé par le nouvel aéroport de Mexico. Il en est de même pour Ricardo Salinas Pliego et quelqu'un qui vit dans la rue à la suite du séisme de septembre 2017. Alfonso Romo et les membres de la communauté tzeltal qui vont être dépossédés de leurs terres pour laisser passer un train dans lequel les touristes prendront des *selfies*.

Un autre : « jeunesse ». « Jeunes » sont les filles de Peña Nieto, et les ouvriers et étudiants assassinés.

Un autre : « femmes ». Les « femmes » sont les Aramburuzavala, Gonda, Sánchez Cordero, González Blanco Ortiz Mena, Merkel et May, tout autant que les assassinées de Ciudad Juárez, les violées aux quatre coins du monde, les battues, les exploitées, les persécutées, les détenues, les disparues.

Tous les concepts qui éliminent la division ou qui n'aident pas à comprendre une division de classe entre dominateurs et dominés sont une tromperie et leur permettent de coexister en un seul, les uns et les autres. Cette *transversalité* — qu'ils disent — entre capital et travail ne sert à rien, n'explique rien et mène à une cohabitation perverse entre exploiteur et exploité et il semble un instant qu'ils soient les mêmes, alors qu'il n'en est rien.

Il y a aussi cette tentative de revenir au système d'avant, cet impossible saut en arrière vers « l'État providence », vers le « l'État bienfaiteur » de Keynes, vers le vieux PRI (ce qui a fait dire à quelqu'un en blaguant que la première transformation a été le PNR, la deuxième le PRM, la troisième a été PRI, et maintenant la quatrième transformation est le PRIMOR³).

Et ainsi revient l'ancienne discussion entre réforme et révolution. Les « débats » entre les « radicaux », qui luttent pour la révolution, et les « ringards », qui étaient pour un changement graduel, pour des réformes

3 - Le parti au pouvoir à partir de 1929 s'est d'abord appelé Parti national révolutionnaire, puis Parti de la révolution mexicaine, enfin Parti révolutionnaire institutionnel ; Primor est une contraction de PRI et de Morena (Mouvement de régénération nationale) et veut dire merveille (NdT).

progressives pour atteindre le royaume du bonheur. Ces discussions avaient lieu autrefois dans les cafés. Les agoras d'aujourd'hui sont les réseaux sociaux et on peut suivre cet exercice d'auto-érotisme chez les *influencers* (comme on dit).

Nous pensons qu'il n'est même pas nécessaire d'en discuter, parce que la réforme n'est plus possible ; ce qu'a détruit le capitalisme n'est plus récupérable, il ne peut plus y avoir un capitalisme bon (nous pensons que cette possibilité n'a jamais existé), il nous faut le détruire totalement.

Et pour paraphraser ce qu'ont dit les femmes zapatistes à la *Rencontre des femmes en lutte* : il ne suffit pas de mettre le système en feu, il faut s'assurer qu'il se consume totalement et qu'il ne reste que des cendres.

On en reparlera en une autre occasion. Pour l'instant, nous voulons juste souligner que la contre-révolution sociale est tout à fait possible. Non seulement elle est possible, mais elle va être continuellement à l'affût, parce qu'on va essayer d'anéantir toute lutte extérieure à ce processus de domestication qui se prépare. On va essayer de la détruire, surtout violemment.

Non seulement par la marginalisation, non seulement par la diffamation, mais aussi par les attaques paramilitaires, militaires et policières.

Pour quiconque conteste ces nouvelles règles — qui sont en fait les anciennes —, il n'y aura pas d'amnistie, pas de pardon ni d'absolution, pas de câlins ni de photos ; il y aura la mort et la destruction.

La lutte contre la corruption (qui n'est autre que la lutte pour la bonne administration de la domination) non seulement n'inclut pas la lutte pour la liberté et la justice, mais même s'y oppose, car sous le prétexte de la lutte contre la corruption il y a une lutte pour un appareil d'État plus efficace dans la fonction quasi unique qu'a l'État national : la répression. Et il ne lui restera bientôt même pas celle-là.

Le gouvernement ne sera plus le contremaître voleur qui garde plusieurs génisses et taurillons qu'il ne signale pas au *finquero*. Le nouveau contremaître ne volera pas, il remettra au patron l'intégralité des gains.

Ils veulent redonner à l'État national, du Mexique en l'occurrence, ses véritables fonctions. En d'autres termes, quand on parle du besoin de sécurité, c'est la sécurité du capital ; c'est l'introduction et l'amélioration

d'un nouvel État policier : « Je vais bien faire les choses parce que je vais garder un œil sur tout. » La sécurité exigée par la *citoyennisation* est en fait la réimplantation d'un système policier, un mur modernisé et professionnalisé qui sache faire la distinction entre « les bons » et « les méchants ».

La police de la capitale sera professionnalisée. Le taux de criminalité y sera réduit et il y aura de « beaux » policiers qui aideront les personnes âgées à traverser la rue, iront à la recherche des animaux de compagnie égarés et s'assureront que la circulation est amicale pour ce qui compte : les voitures.

À l'extérieur, à la périphérie, la collusion continuera entre ceux qui doivent prévenir et poursuivre le crime et ceux qui le commettent. En contrepartie, le tourisme extrême sera encouragé : dans la capitale, des « tours » et des « safaris » seront organisés pour connaître ces créatures rares qui habitent les ombres ; les touristes pourront prendre un *selfie* avec le jeune homme arrêté-battu-assassiné, son sang brouillant les couleurs des tatouages, éclipsant l'éclat des piercings et des rivets, tachant le vert-violet-bleu-orange des cheveux. Qui c'était ? Qui s'en soucie ? Dans un *selfie* tout ce qui n'est pas le « moi » est juste mise scène, anecdote, émotion « forte » à montrer sur le *face*, sur *instagram*, parmi les *chats*, les autobiographies. Et, dans le haut-parleur du véhicule blindé, la sympathique guide touristique met en garde : « Nous vous rappelons que la consommation de *tacos*, *tortas* et autres *garnachas* est à vos risques et périls ; l'entreprise n'est pas responsable des indigestions, gastrites et infections stomacales. Pour ceux qui sont descendus, voici du gel antibactérien. »

Le nouveau gouvernement promet de récupérer le monopole de l'usage de la force (dont l'a privé ledit « crime organisé »). Mais plus seulement avec la police et les armées traditionnelles. Également avec les « nouveaux » vigiles : les nouvelles chemises « brunes » ou rouge cerise, que vont devenir les paroissiens de la nouvelle religion laïque ; les masses qui vont attaquer les mouvements sociaux qui ne sont pas domestiqués. Les « bataillons rouges » recyclés (aujourd'hui « cerise » pour la « Quatrième Transformation ») qui devront mener à bien le « nettoyage » des sales, des laid·e·s, des méchant·e·s, des grossier·e·s, et de quiconque résiste à l'ordre, au progrès et au développement.



Alors nous continuons à descendre pour voir comment résistent (avec d'autres organisations, groupes et collectifs), nos communautés — aujourd'hui une partie de la direction collective de l'EZLN est là avec nous, quatre-vingt-dix commandantes et commandants ; ils sont plus, mais ce sont ceux qui nous accompagnent cette fois en l'honneur de votre visite (la visite des réseaux).

Nous continuons à marcher avec deux pieds : la rébellion et la résistance, le non et le oui ; non au système et oui à notre autonomie, ce qui signifie que nous avons à construire notre propre chemin vers la vie. Il se fonde sur certaines des racines des communautés originaires (ou indigènes) : le collectif, l'entraide mutuelle et solidaire, l'attachement à la terre, le fait de cultiver les arts et les sciences, la vigilance constante contre l'accumulation de richesses. Cela, ainsi que les sciences et les arts, c'est notre guide. C'est notre « façon », mais nous pensons que dans d'autres histoires et identités, c'est différent. C'est pourquoi nous disons que le zapatisme ne peut pas être exporté, pas même sur le territoire du Chiapas, mais que chaque calendrier et chaque géographie doit suivre sa propre logique.

Les résultats de notre cheminement sont visibles pour ceux qui veulent voir, analyser et critiquer. Bien sûr, notre rébellion est tellement, tellement petite, qu'il faudrait un microscope ou, mieux encore, un périscope inversé pour la détecter.

Et ce n'est pas non plus un exercice très encourageant : nos possibilités sont minimes.

On n'approche même pas, il s'en faut de beaucoup, les 30 millions.

On n'est peut-être que 300.



(à suivre...)

*Traduit de l'espagnol (Mexique) par **Joani Hocquenghem** pour le site*

La voie du Jaguar.

*Source et texte d'origine : **Enlace Zapatista.***

“Nous pensons donc maintenant, d’après ce que nous voyons, que nous ne nous sommes pas trompés, qu’en effet le système a choisi, parmi les quatre candidats, celui qui se propose comme le plus efficace, M. López Obrador. Et les preuves d’amour que M. López Obrador a données, ou que ce monsieur donne, au grand capital, c’est-à-dire au finquero, sont entre autres la reddition des territoires des peuples originaires...”



-- Brochure téléchargeable sur <https://cspcl.ouvaton.org> --